

Confinement de Tchernobyl au Coronavirus

salut,

le 26 avril 1986, le réacteur numéro quatre de la centrale nucléaire de Tchernobyl explosait. C'était une autre catastrophe, qui créait elle aussi un effet de sidération. Plus de 100.000 personnes étaient alors évacuées de la région entourant la centrale. Cette explosion du réacteur a provoqué une contamination massive par césium et strontium sur plusieurs centaines d'années, et par plutonium et radio-nucléides à vie longue pendant plusieurs milliers d'années. Le « nuage » a survolé l'ensemble du continent européen, disséminant une contamination massive au-delà des frontières. Il a même saturé l'atmosphère de la planète en radioactivité. 150.000 km² sont contaminés à plus de 37.000 becquerels de césium 137/m². Un quart de la Biélorussie est fortement contaminé. L'Ukraine et la Russie sont également très touchées. Une zone étendue autour de la centrale a même été baptisée « zone d'exclusion » et reste interdite. C'est en fait un territoire invivable qui se découvre où huit millions d'habitants et d'habitantes doivent s'adapter pour survivre en zone contaminée. L'eau, la terre et le bétail sont contaminés dans une région essentiellement agricole. La vie est placée sous le signe de la contamination. La "vie sous contrainte radiologique" est testée comme dans un immense labo. Les experts ne sont pas des poètes.

Quelques antinucléaires s'auto-organisent alors au sein du Comité Irradiés de tous les pays unissons-nous. Les analyses qu'ils font alors du rôle de l'Etat et des nucléocrates en situation de gestion de crise sont parfaitement concordantes avec la situation actuelle. Il était alors affirmé que :

"le nucléaire a placé les individus dans une situation de plus grande dépendance par rapport à l'Etat. Après leur avoir imposé ces monstres que sont les centrales et autres lieux de production et de stockage de matières fossiles, il se présente comme la seule force ayant les moyens sinon d'empêcher, du moins de juguler leurs principes, et recommande à tout un chacun de le laisser s'occuper de la sécurité, sans discuter la moindre des décisions prises au nom de cette sécurité. C'est ainsi que l'Etat et les nucléaristes, ayant mené l'humanité à un stade d'insécurité jamais atteint auparavant, se prétendent les seuls habilités à protéger l'humanité des dangers dont ils sont la cause. Partout, ils se présentent comme l'unique recours possible contre la dégradation, qu'ils produisent, des conditions d'existence, et invitent les populations à venir se ranger en bon ordre sous leur bouclier fissuré. Ce qui reste de réactions humaines, de réflexes de solidarité, en cas de catastrophes est transformé en participation civique à un processus dont l'Etat reste le maître exclusif. S'il suggère aux individus de se jeter aveuglément dans ses bras salvateurs, c'est avec la force de sa police et de son armée, par le quadrillage militaire des régions et la déportation ou le « confinement » des populations, seules solutions qu'il ait prévues en cas de catastrophe. C'est d'ailleurs bien normal puisque le même déploiement militaro-policié sert déjà à réprimer les révoltes des « citoyens » bafoués contre les décisions qui les affectent."

Il en est de même avec l'épidémie du coronavirus aujourd'hui. Ce genre d'épidémie est directement lié aux activités industrielles et aux fortes concentrations croisées d'humains et d'animaux. Il faut y ajouter les difficultés à la réguler du fait de la circulation des marchandises à travers le monde, au délabrement organisé des services de santé, au démantèlement de toute parcelle d'autonomie et au renforcement de la dépendance à des systèmes industriels et économiques finalement bien fragiles. L'Etat et les classes dirigeantes qui ont organisé cet état du monde sont les mêmes qui se proposent aujourd'hui de nous "sauver". Au même moment, leur pouvoir ne cesse de s'étendre à coups de lois d'exception et d'état d'urgence. Nous voilà pris dans le maillage de l'Etat, dans les fils de la toile de la gestion post-catastrophe, dont l'objectif est de sauver un monde, leur monde, avec leurs privilèges, leur pouvoir, leurs délires technoscientifiques, leur règne de l'argent. La police surveille, l'armée investit les rues, les médias relaient sans arrêt les discours officiels, les collabos balancent les réfractaires. Les gendarmes verbalisent même les gens qui se rendent à une inhumation, comme

à Falaise le 19 mars

(https://actu.fr/normandie/falaise_14258/coronavirus-quatre-personnes-verbalisees-falaise-sortie-dun-enterrement_32431502.html?fbclid=IwAR2XeaUmJ_W6u_e2hoJf6s6MK6rBTeU-O5iOySbgZoJmNKnEVLvK06JneBc).

L'Etat suspend chaque geste à son contrôle. Le but est surtout d'éviter que cette situation suscite d'autres désirs, d'autres imaginaires. Que certains et certaines s'emparent de cette situation pour ouvrir d'autres possibles. C'est pourtant la chose la plus sensée.

Caen, mars 2020